

Comité Syndical du 30 mars 2023

L'an deux mille vingt-trois, le trente mars à dix-huit heures, le Comité du Syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans la salle Aérospatiale à Allinges sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

Délégués titulaires présents / votants :

ARMINJON Christophe, BASTARD Catherine, BAUD Richard, BERNARD Patrick, BOCHATON Jean-Marc, BONDAZ Patrick, COLOMER Gérard, DEAGE Joseph, DENNE Jean-Claude, DETURCHE Sandrine, DEVILLE François, GERDIL Frédéric, GIRARD Marie-Pierre, GUILLARD Jean, LEI Josiane, MATHIAN Noel, MORAND Jean-Claude, MUFFAT Sophie, MUTILLOD Christophe, PFLIEGER Géraldine, PODEVIN Christian, THOMAS Gil, TRABICHET Yannick, VUAGNOUX Jean-Louis, WALKER James.

Délégués suppléants présents / votants :

PARRA D'ANDERT Sophie, BARRAS Olivier, JULLIARD Maxime, WOLF Pascal, REY Emmanuel, MAURE Dominique, DE PROYART Aubert, PLACE-MERMOZ Isabelle.

Absents excusés :

BAUD Jean-Baptiste donne suppléance à Mme PARRA D'ANDERT,
BERTHIER Marie-Pierre donne suppléance à M. BARRAS,
CHESSEL Pascal donne suppléance à M. JULLIARD,
CHUINARD Claire donne suppléance à M. WOLF
COTTET Sophie donne suppléance à M. REY,
DEMOLIS Cyril donne suppléance à M. MAURE,
MORIAUD Pascale donne suppléance à M. DE PROYART,
TERRIER Jean-Claude donne suppléance à Mme PLACE-MERMOZ,
ASNI-DUCHENE Isabelle donne pourvoir à M. BONDAZ,
BEL Serge donne pourvoir à M. DEVILLE,
GENOUD Pascal donne pourvoir à M. DEAGE,
GILLET Bruno donne pourvoir M. PODEVIN,
GIRARD René donne pourvoir à M. THOMAS,
JACQUIER Olivier donne pourvoir à M. ARMINJON,
KUNG Jean-François donne pourvoir à Mme PFLIEGER,
LANG Isabelle donne pourvoir à M. GUILHARD,
MARTINERIE Catherine donne pourvoir à M. BAUD,
SONGEON Christophe donne pourvoir à M. MUTILLOD,
VENNER Laetitia donne pourvoir à Mme BASTARD.

Secrétaire de séance : Gil THOMAS

Nombre de titulaires en exercice : 55 délégués

Nombres de délégués titulaires présents : 25

Nombres de délégués suppléants présents : 8

Nombre de pouvoirs : 11

Nombres de votants : 44

Convocation : 23 mars 2023

Point n°5 – Modification des statuts du SIAC

Mme la Présidente rappelle que le SIAC a organisé depuis 2015 la concertation locale visant à définir les objectifs, les orientations et les actions du contrat de rivières du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique.

Le premier contrat de rivières pour ce bassin versant a été signé le 19 septembre 2017 par l'ensemble des partenaires et permet d'apporter d'importants financements pour des actions indispensables notamment de restauration et de prévention des risques. Ce contrat est en cours d'exécution et se terminera le 30 juin 2024.

D'une manière plus générale et en parallèle, la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014 a institué une nouvelle compétence obligatoire du bloc communal, celle de la gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI). La loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015 a prescrit le transfert automatique de la compétence GEMAPI des Communes vers les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP) au 1^{er} janvier 2018.

Afin de traiter des enjeux de gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations à une échelle cohérente de bassin versant, qui dépasse celle des EPCI-FP, il est possible pour ceux-ci de transférer la compétence à des structures syndicales reconnues Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux (EPAGE).

Le guide national interministériel de novembre 2019 sur les EPAGE et les EPTB rappelle que la question de l'échelle de gouvernance est centrale pour gérer de manière appropriée les problématiques liées à la GEMAPI. Une vision globale à l'échelle du bassin versant est souvent pertinente pour permettre de résoudre les défis associés à la compétence GEMAPI. Le bassin versant est d'ailleurs reconnu, par les textes européens (directive cadre sur l'eau 2000/60/CE, directive relative à l'évaluation et la gestion des risques d'inondations 2007/60/CE) mais aussi nationaux, comme une échelle adaptée pour la définition et la mise en œuvre d'une politique de gestion durable et équilibrée de la ressource en eau. C'est également une échelle à laquelle la prévention des risques d'inondations est efficace.

Par ailleurs, par délibération du 14 février 2019, le SIAC a sollicité sa reconnaissance en qualité d'EPAGE, ceci afin de pouvoir continuer, au-delà du 31 décembre 2019, à recevoir délégation de compétence de ses membres pour la mise en œuvre des actions du contrat de rivières.

En outre, par cette même délibération, le Comité Syndical a affirmé sa volonté de travailler sur un principe d'acteur unique pour la gestion des rivières et des milieux aquatiques à l'échelle du CHABLAIS à l'horizon 2023, par souci de cohérence territoriale, d'optimisation de l'action publique et de pérennisation des financements provenant des partenaires, notamment de l'Agence de l'Eau.

La demande du SIAC de reconnaissance en tant qu'EPAGE a été examinée en comité d'agrément du Bassin Rhône-Méditerranée le 14 juin 2019. La délibération n° 2019-18 rendue

- « Demande au SIAC de
 - Construire à moyen terme avec les collectivités concernées une stratégie globale de gestion du risque d'inondation sur le bassin versant, déclinée en programme d'actions opérationnelles et animée avec les moyens humains nécessaires,
 - Poursuivre les échanges avec THONON AGGLOMERATION pour voir émerger à plus long terme une structure unique de gestion en matière de GEMAPI sur l'ensemble du Chablais, qui pourrait mutualiser les moyens techniques et financiers, ainsi que les compétences acquises par THONON AGGLOMERATION et le SIAC,
 - De tenir informé le comité d'agrément de ses ambitions et de son programme d'actions prévisionnel à l'issue du contrat de rivière en cours, en particulier dans le domaine de la GEMAPI, en précisant les moyens humains et financiers à consacrer.
- Encourage les acteurs du territoire à poursuivre leur réflexion pour envisager à moyen terme un transfert des compétences GEMAPI. »

Le SIAC a été reconnu en tant qu'EPAGE par arrêté préfectoral du 12 décembre 2019 et les statuts du SIAC ont été préalablement modifiés le 7 octobre 2019.

Cette étape accomplie, Mme la Présidente rappelle que les discussions ont été engagées avec les membres du SIAC sur la question de l'évolution de la compétence GEMAPI à l'échelle du Chablais.

Pour accompagner la concertation, un marché public de prestations d'études et de conseils, ayant pour objet *l'étude des scénarios d'évolution de la compétence GEMAPI à l'échelle du Chablais et accompagnement à un choix d'exercice de cette compétence au 01/01/2023*, a été notifié le 8 juillet 2021. Plusieurs séances de discussions et concertation ont eu lieu, ainsi qu'une réunion avec Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie et ses services.

Il en ressort un projet et une volonté forte des élus concernés par la majeure partie du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique de transformation du SIAC en syndicat à la carte. Cette évolution nécessite une modification statutaire à effet au 01/01/2024.

Il est précisé que cette délibération en début d'année 2023 laissera ainsi au SIAC quelques mois pour s'organiser afin d'assumer pleinement ses nouvelles obligations dès le 01/01/2024 et concerter ses adhérents sur leur mise en œuvre : constitution d'un service dédié, gouvernance à mettre en place, prospective financière, recensement des ouvrages etc...

Le projet de nouveaux statuts est présenté en détail en séance. Mme la Présidente expose notamment le chapitre relatif aux compétences obligatoires et le chapitre consacré aux compétences à la carte ainsi que les modalités de fonctionnement propres à leur exercice.

En terme de procédure, Mme la Présidente précise les points suivants :

- cette délibération et celles d'approbation des nouveaux statuts par les membres du SIAC n'ont pas pour effet de transférer les compétences. Elles n'ont que pour objet de solliciter la modification des statuts pour transformer le SIAC en un syndicat à la carte. Elle ne remet pas en cause les compétences déjà transférées.
- les membres intéressés par un transfert de compétence à la carte devront recourir à la procédure de transfert inscrite dans les futurs statuts à son article 12 et ceci par délibérations distinctes. Ces délibérations devront notamment fixer de manière concordante l'entrée en vigueur et les conditions de ces transferts. Les délibérations relatives aux transferts des compétences à la carte devront prévoir une date d'effet à compter du 01/01/2024.

Ceci exposé,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5111-1 à L.5211-20 (EPCI dispositions communes), L.5711-1 à L. 5741-5 (syndicat mixte), L.5211-61 (transfert GEMAPI) et L.5212-16 (transfert à la carte),

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1111-8 à L. 1111-8-2, et L. 5211-61 (délégations de compétences),

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 211-7 (GEMAPI) et L.213-12-II (EPAGE),
Vu l'arrêté préfectoral n°2003-882 du 25 avril 2003 autorisant la constitution du Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais,

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF DRCL BCLD-2019-0051 du 7 octobre 2019 approuvant la dernière modification statutaire du SIAC,

Vu la délibération du SIAC du 14 février 2019 demandant sa reconnaissance en qualité d'EPAGE,

Vu la délibération du Comité d'Agrément du Bassin Rhône-Méditerranée du 14 juin 2019,

Vu l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2019 approuvant la transformation du SIAC en EPAGE,

Considérant les résultats de la concertation engagée avec les EPCI-FP, auprès des services de l'Etat dans le Département et au niveau régional, avec l'Agence de l'Eau et le Département de la Haute-Savoie,

Considérant la nécessité de poursuivre l'organisation de la compétence GEMAPI et son évolution vers une gestion plus intégrée à l'échelle du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique, avec une gouvernance respectueuse des EPCI-FP membres du SIAC,

Après en avoir délibéré, Le Comité Syndical décide à la majorité (un contre) des membres présents ou représentés :

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **APPROUVE** les nouveaux statuts du Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais tels qu'annexés à la présente délibération, pour une prise d'effet au 01/01/2024,

- **CHARGE** Mme la Présidente de notifier la présente délibération aux EPCI-FP membres du SIAC pour délibération dans un délai de 3 mois conformément à l'article L. 5211-20 du CGCT. L'absence de délibération vaut décision favorable.

Conformément à l'article L.5211-5-II du CGCT, il est précisé que cet accord doit être exprimé par deux tiers au moins des conseils communautaires des membres représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils communautaires représentant les deux tiers de la population. Une délibération favorable est requise des conseils communautaires dont la population est supérieure au quart de la population totale des membres du SIAC.

- **DEMANDE** à Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie d'approuver la présente modification statutaire en cas d'obtention des conditions de majorités requises à l'article L. 5211-5-II du CGCT ci-dessus rappelées.

Le secrétaire de séance,



Gil THOMAS



La Présidente



Géraldine PFLIEGER

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2023 et affichage le / /2023

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.